

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GLAXO WELLCOME PRODUCTION

23, Rue Lavoisier
ZI n° 2 - BP 118
27000 Évreux

Références : UBDEO.ERA.26.03.120.SB
Code AIOT : 0005800552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement GLAXO WELLCOME PRODUCTION implanté 23, Rue Lavoisier ZI n° 2 - BP 118 27000 Évreux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 24 mars 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées sur la thématique de la disponibilité des moyens en eau sur les sites industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GLAXO WELLCOME PRODUCTION

- 23, Rue Lavoisier ZI n° 2 - BP 118 27000 Évreux
- Code AIOT : 0005800552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GLAXO WELLCOME PRODUCTION à Evreux est un site de production de médicaments destinés à soigner l'asthme et la broncho-pneumopathie.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Disponibilité des réserves d'eau / moyens de pompage et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 4.18.1	Sans objet
2	Plan des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
5	Disponibilité du sprinklage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
6	Registre, tests et contrôle des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	moyens de lutte incendie		
7	Indisponibilité des moyens	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site respecte globalement les exigences réglementaires en matière de défense contre l'incendie. Néanmoins, quelques écarts constatés sont à corriger dans des délais allant de 1 à 3 mois :

- disponibilité/affichage du plan des moyens incendie ;
- contrôle des débits des poteaux incendie en simultané ;
- formalisation des procédures de contrôle des réserves d'eau et équipements associés ;
- plan d'actions correctives concernant les écarts identifiés dans le rapport Q1 ;
- retrait des stockages injustifiés dans le local sprinklage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 4.18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau d'eau incendie est composé d'au moins 18 poteaux normalisés répartis sur l'ensemble du site et d'un réseau de robinets incendie armés équipant l'ensemble des bâtiments. Il est protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.</p> <p>Le réseau d'eau incendie doit pouvoir assurer en toutes circonstances un débit minimal de 420 m³/h sur 6 poteaux en simultané.</p> <p>Les bâtiments RECEPTION-STOCKAGE et COMPRIMES, le transtockeur du bâtiment GLAXAIR, le stockage DIXKUS et la partie conditionnement du bâtiment DISKUS sont équipés d'un réseau d'extinction automatique à l'eau, alimenté à partir d'une réserve d'eau de 500 m³ équipée de 3 pompes utilisant deux sources d'énergie distinctes.</p> <p>Le bâtiment PIC (Produits Inflammables ou Corrosifs) et le stockage d'éthanol situé au nord du bâtiment COMPRIMES sont équipés d'un système d'extinction automatique à la mousse. Il y aura une réserve d'émulseurs disponibles suffisante.</p> <p>Le stockage d'éthanol situé près du bâtiment GLAXAIR est équipé d'un système d'extinction automatique à eau type déluge.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 20 poteaux actifs, de RIA, d'une réserve aérienne de 500 m³, d'une réserve</p>

enterrée de 360 m ³ et d'une réserve de 700 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans, en particulier, pour les installations concernées ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; [...] - le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de ses moyens de défense incendie en date du 26 juin 2020. Il présente le réseau incendie, le réseau sprinklage, les poteaux, les réserves d'eau, vannes barrage, etc.</p> <p>Ce plan n'est pas affiché en salle de gestion de crise, chez le gardien ou dans les installations, mais est disponible dans le POI du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de confirmer la disponibilité de ce plan au niveau de ses installations, du local du gardien, en salle de gestion de crise, etc. Dans le cas contraire, il est tenu d'afficher ou de rendre disponible <u>dans un délai de 1 mois</u> son plan de défense des moyens incendie dans ces différents lieux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Point d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens d'intervention en cas d'accident.</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>

Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Le site dispose de 20 poteaux incendie privés actifs avec des débits unitaires entre 60 et 110 m³/h. Ces débits sont testés tous les ans. Le dernier rapport date du 18 mars 2026. L'entretien des ces poteaux (état visuel, fonctionnement des organes, graissage...) se fait en même temps que le contrôle des débits.

L'exploitant n'a pas réalisé de test en simultané depuis 1999.

Ces poteaux sont mis sous pression par une motopompe de 300 m³/h qui est contrôlée et entretenue tous les ans (dernier rapport en date du 18 octobre 2025) et que l'équipe ESI la met en service tous les mois lors de leurs essais ESI.

Des poteaux publics existent à proximité du site, mais ne rentrent pas dans les calculs de la défense incendie du site. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer s'ils sont fonctionnels ou non.

Après vérification sur l'outil PEI du SDIS, 10 poteaux publics sont conformes et en service à proximité immédiate du site.

L'inspection a pu constater le bon état visuel et la bonne accessibilité de plusieurs poteaux incendie sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour son prochain contrôle des débits des poteaux incendie, l'exploitant est tenu de réaliser un test en simultané réactualisé afin de s'assurer que 6 poteaux délivrent bien 420 m³/h en simultané.

L'inspection recommande à l'exploitant d'interroger annuellement le SDIS ou la mairie sur la disponibilité des poteaux publics à proximité du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Disponibilité des réserves d'eau / moyens de pompage et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'eau

Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. « L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Concernant ses trois réserves d'eau, l'exploitant ne peut justifier des volumes que sur plans qui sont cohérents avec les volumes annoncés.

La réserve de 360 m³ enterrée fait l'objet d'un plan de maintenance avec entretien tous les 5 ans.

La réserve de 500 m³ aérienne fait l'objet d'un plan de surveillance et est nettoyée/vidangée tous les 3 ans avec un contrôle hebdomadaire des pompes et du niveau bas. Une pompe se déclenche pour recharger le niveau s'il est trop bas et est mise en route toutes les semaines.

La réserve de 700 m³ dispose d'une alarme niveau bas qui va au poste de garde.

Les réserves ne sont pas contrôlées annuellement.

L'inspection a pu constater le bon état visuel des réserves d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de formaliser sa procédure de contrôle et d'entretien (état visuel, fonctionnement des organes, contrôle du volume, présence des chaussettes anti-gel dans le cas de prises directes, etc.) de ses 3 réserves d'eau, en s'assurant de respecter le RDDECI qui impose un contrôle annuel et un cycle de test de l'aspiration tous les 3 ans, via un document qu'il transmettra à l'inspection dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Disponibilité du sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage

Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. « L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport Q1 de son sprinklage en date du 10 décembre 2025 (précédent contrôle en date du 21 mai 2025).

En dehors du Q1 annuel, l'exploitant indique réaliser un contrôle hebdomadaire du sprinklage (vérification moteur, torches, etc.).

Le rapport Q1 fait état de données d'entrée et caractéristiques du système non fournies, d'observation(s) ou amélioration(s) proposée(s) et d'écart(s) à la règle (non-conformité(s)). Néanmoins, il précise que le système a été laissé en ordre de marche malgré les points qu'il mentionne (aucun risque de mise en échec).

L'inspection a constaté la présence d'un petit stockage de peintures, glycol sans rétention dans le local sprinklage. L'exploitant n'a pas su justifier la présence de ce stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de mettre en place sous 1 mois un plan d'actions pour répondre aux observations et écarts constatés dans le rapport Q1 dans les meilleurs délais.

L'exploitant est également tenu de retirer les stockages injustifiés dans le local sprinklage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre, tests et contrôle des moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des installations

Prescription contrôlée :

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

Constats :

L'inspection a pu consulter par sondage différents registres sécurité du site (contrôles des poteaux, sprinklage, RIA, etc.) qui étaient tous conformes.

L'inspection a fait réaliser :

- un test du RIA n°136 : conforme ;
- un test de la motopompe associée à la réserve d'eau de 500 m³ : conforme ;

- un test d'une lance incendie : conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Indisponibilité des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité

Prescription contrôlée :

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

L'inspection a interrogé l'exploitant sur sa procédure en cas d'indisponibilité de ses moyens incendie.

L'exploitant a indiqué que les membres du comité de direction font partie de la cellule de gestion de crise et sont formés à cet effet (formation LET : Local Emergency Team). En cas d'indisponibilité des moyens incendie, la cellule de gestion de crise est prévenue et se réunit pour déterminer la marche à suivre : une analyse des risques est réalisée, la faisabilité de correction d'urgence est étudiée, la mise en sécurité des installations est faite, etc.

Type de suites proposées : Sans suite